



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Marseille, le 28 JAN. 2015

Dossier suivi par : Mme LOPEZ
Tél. 04.84.35.42.64.
N° 2015- 13 MED

ARRETE portant mise en demeure à l'encontre de la Société INEOS CHEMICALS LAVÉRA à Martigues Lavera (13500)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

Vu les divers arrêtés préfectoraux et notamment les arrêtés n° 182-2002A du 12 février 2003, n° 100-2004A du 02 août 2004 et 97-2009A du 10 mars 2011, autorisant l'exploitation de la plate-forme logistique de la société INEOS CHEMICALS LAVÉRA à Martigues-Lavéra ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 21 octobre 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant au rapport et au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure formulées par courrier en date du 04 novembre 2014 ;

Vu le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 6 janvier 2015 ;

Vu l'avis favorable du Sous-Préfet d'Istres en date du 26 janvier 2015 ;

.../...

Considérant l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : les réservoirs de Butène ne disposent pas d'un dispositif de sécurité indépendant du dispositif de mesure en continu permettant de générer une alarme et la mise en sécurité des réservoirs en cas d'atteinte d'un niveau de remplissage égal au plus à 90 % du volume du réservoir ;

Considérant que ce dispositif de détection de niveau haut s'oppose au risque de sur-remplissage des réservoirs de Butène susceptible de conduire à un accident majeur ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 janvier 2008 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ICL de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 janvier 2008 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'exploitant de la Société INEOS CHEMICALS LAVERA (ICL), dont le siège social est situé avenue de la Bienfaisance, BP n° 6, 13117 LAVERA, est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques :

Pour chaque réservoir de butène en exploitation, deux seuils de sécurité sont fixés :

- un seuil " haut ", lequel ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;
- un seuil " très haut ", lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement de ces seuils est détecté par des dispositifs indépendants de la mesure en continu prévue au premier paragraphe ci-dessus. Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau " haut " entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir, sans temporisation, et l'information immédiate de l'exploitant et de l'opérateur effectuant la manœuvre de remplissage,

Ces dispositifs sont mis en œuvre avant le 30 juin 2015 au plus tard.

Pour justifier de l'état d'avancement des travaux nécessaires à cette mise en conformité, l'exploitant fournit à la DREAL sous 2 mois l'étude technique correspondant à la mise en place du niveau haut de sécurité indépendant de la mesure et sous 4 mois la passation de commande correspondant aux travaux à réaliser.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 :

le présent arrêté sera notifié à la Société INEOS CHEMICALS LAVÉRA et publié au Recueil des Actes Administratifs du département.

ARTICLE 5 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Sous Préfet d'Istres,
- le Maire de la commune de Martigues,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 28 JAN. 2015

Pour le Préfet
Le secrétaire Général



Louis LAUGIER

